SÉNAT DE BELGIQUE.

SÉANCE DU 15 MAI 1886.

Rapport de la Commission des Finances, chargée d'examiner le Projet de Loi allouant des crédits supplémentaires et des transferts à différents départements ministériels.

(Voir les nos 191 et 192, session de 1885-1886, de la Chambre des Représentants.)

Présents : MM. TERCELIN, Président ; le Baron BETHUNE, HARDENPONT, LEIRENS, le Comte LE GRELLE, VAN PUT et CASIER, Rapporteur.

MESSIEURS,

Votre Commission a examiné le Projet de Loi ouvrant divers crédits supplémentaires et autorisant des transferts et des régularisations à des budgets de l'exercice 1885.

Ces crédits s'élèvent à la somme de fr. 200,303-84.

Un tableau qui accompagne le Projet de Loi en donne le détail par Ministère et par service. Ils concernent la Dette publique, les départements de la Justice, de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics et celui des Chemins de fer, Postes et Télégraphes.

Ces crédits forment l'article 1^{er} du Projet de Loi et seront couverts au moyen des ressources ordinaires du Trésor.

L'article 2 énumère les transferts qui s'élèvent à 88,100 francs pour le Ministère de la Justice, 189,265 francs pour le Ministère de l'Intérieur et de l'Instruction publique, et fr. 1,352-32 pour le Ministère de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics.

Ce ne sont donc point des crédits nouveaux, mais de simples transferts d'un article à un autre.

Quant aux régularisations, elles forment l'article 3 et concernent uniquement le Ministère de l'Intérieur et de l'Instruction publique.

Ce Projet de Loi a été voté à l'unanimité par la Chambre des Représentants ; votre Commission, Messieurs, n'y a fait aucune objection et a l'honneur de vous en proposer l'adoption à l'unanimité de ses membres présents.

Le Rapporteur,
CASIER.

Le Président,
TERCELIN-MONJOT.